

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCATP)**

(CCATP N° 2024_SIST-PARC_203-01)

Pouvoir adjudicateur

ÉTAT – MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE
Direction de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de la Mer
(DEALM) de Mayotte

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de
la Mer (DEALM) de Mayotte

Objet du marché

Achat, fourniture et livraison de produits de marquage routier

Remise des offres

Date limite de réception : **15 novembre 2024 à 12h00** (heure locale de Mayotte)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	4
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	5
1-4. Passation des commandes.....	5
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	7
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	7
1-8. Dispositions générales.....	7
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES...10	
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	10
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	10
3-3. Variation dans les prix.....	11
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....	13
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	13
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	13
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	13
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	14
4-5. Interventions urgentes.....	14
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	14
5-1. Retenue de garantie.....	14
5-2. Avances.....	14
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET	

PRODUITS.....	15
ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHE.....	15
7-1. Période de préparation.....	15
7-2. Programme d'exécution.....	15
7-3. Conditions d'exécution.....	15
7-4. Conditions d'intervention.....	16
7-5. Formation.....	17
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	17
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	17
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	17
8-2. Admission.....	17
8-3. Garantie(s).....	17
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	17
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	18
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	19
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	19

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

L'achat, la fourniture et la livraison de produits de marquage routier

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

PARC DEALM de Kaweni - MAMOUDZOU (Mayotte)

Le présent contrat est un accord-cadre mono-attributaire au sens de l'article L. 2125-1.1° du CCP. Il s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande tel que défini aux articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP et aux stipulations contractuelles fixées dans ces conditions particulières et générales.

Conformément à l'article R.2162-4.1°, le présent accord-cadre est conclu avec un montant minimum annuel de 10 000 € HT et un montant maximum annuel de 45 000 € HT.

La description des prestations du présent marché et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le présent CCATP (Cahier des clauses administratives techniques particulières).

Les **prestations** du présent contrat (ou marché) doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans l'annexe technique.

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG-FCS) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG-FCS) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour

l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG-FCS).

2. Le chef de subdivision, de parc, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG-FCS) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG-FCS) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG-FCS).

1-2.2. Forme de notifications et informations

Les décisions ou informations qui font courir un délai, ainsi que les bons de commande, sont notifiés au titulaire suivant les modalités de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

En cas de notification par courriel, le titulaire en accuse réception par un courriel envoyé en réponse.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Le présent accord-cadre, conclu avec un seul opérateur économique, s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire suivant les modalités des articles 1-2.2 et 1-2.3 ci-dessus et ils sont exécutoires à compter de leur notification.

Chaque bon de commande précise la nature et la quantité des prestations prévues au marché et référencées dans le bordereau de prix unitaire, dont l'exécution est demandée, sans qu'il puisse y avoir de négociation préalable avec le titulaire de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande mentionne :

- La date d'émission du bon de commande ;

- Le numéro du bon de commande ;
- La référence et l'objet du marché
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le service émetteur de la commande ;
- L'adresse de facturation et le code exécutant nécessaire en cas de facturation électronique : PRFPLTF976 ;
- Le détail des fournitures à commander (nature, quantité...) ;
- Le délai de livraison ;
- Le prix unitaire hors taxes ;
- La remise consentie ;
- Le montant total hors taxe ;
- Le montant de la commande TTC (il n'y a pas de TVA à Mayotte) ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée par référence à l'annexe au CCATP;
-

Chaque bon de commande est établie sur la base des prix mentionnés dans le bordereau de prix unitaire, l'annexe financière de présent contrat et dans le barème des prix du catalogue « public », assortis de la remise consentie par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-4.1. Délais d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de 2 mois calendaires à compter de la fin contractuelle du marché.

1-4.2. Modification ou annulation d'un bon de commande

Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter est concrétisé par un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le bon de commande initial. Le bon de commande rectificatif est transmis par courriel au titulaire.

La modification d'un bon de commande n'ouvre pas droit à indemnité.

L'administration se réserve le droit de résilier l'exécution d'un bon de commande. Elle en informe le titulaire par courriel.

le pouvoir adjudicateur n'a pas à justifier ses motifs d'arrêt auprès du titulaire. Elle s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations exécutées.

Le titulaire ne peut se prévaloir de ce fait, pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme que ce soit.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du marché.

1-4.3. Opérations de vérification

Les opérations de vérification se dérouleront dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-FCS.

L'administration dispose, à compter de la date de livraison indiquée sur le bordereau de livraison, d'un délai de quinze jours pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision au titulaire.

Les vérifications seront effectuées dans les locaux du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'assiste pas aux opérations de vérifications.

Les décisions après vérification se dérouleront dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-FCS. Le délai mentionné au paragraphe 29.1 est de quinze jours.

À l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, ou d'ajournement, ou de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les fournitures ne sont pas réparties en lots.

En application de l'article L. 2113-11.2° du CCP, les prestations forment un lot unique. En effet, dans ce cas particulier, la dévolution en lots séparés n'est pas possible, car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. De plus, elle serait de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion

1-6.1. Mesures de sécurité

Sans objet.

1-6.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

1-6.3. Obligation de discrétion

Sans objet.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

1-8.3. Assurances

Sans objet.

1-8.4. Clauses sociales et environnementales

1-8.4.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.4.2. Clauses environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux qui doivent respecter la réglementation française et européenne.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi (**daté et signé par les**

représentants habilités des parties);

- Le bordereau de prix unitaires
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le catalogue du fournisseur.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché ne comporte que la copie de l'acte d'engagement (AE), ses annexes et, le cas échéant, les documents de mise au point des composantes du marché.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG-FCS sont applicables.

Rappel : Le prix de la prestation s'entend tous frais compris pour livrer les produits au Parc de DEAL de Kaweni (y compris donc frais de transports, douanes, etc.), pas de TVA à Mayotte.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau de prix unitaires.

Pour les prix absents de cette liste, par application, aux quantités réalisées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le tarif constitué par le catalogue du fournisseur affectés de rabais et/ou majoration(s) indiqué(s) à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage, en outre, à faire profiter le pouvoir adjudicateur des rabais exceptionnels consentis dans le cadre d'actions promotionnelles.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG-FCS. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions obligatoires prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que:

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le document "nom du modèle de pièce jointe à la facture" annexé au CCAP, est renseigné par le titulaire et fourni à l'appui de chaque facture pour en faciliter le traitement.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. En application de l'article R. 2112-6 du CCP, les prix des prestations faisant l'objet du présent contrat sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées.

L'accord-cadre est conclu à prix définitifs et révisables en application des articles R. 2112-7 à R. 2112-8 et R. 2112-13 du CCP.

Les prix sont révisés annuellement, à la date fixée pour la reconduction par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 ci-dessous.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

PMR : Produits de marquage

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP ;

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-6} / I_{0-6}$$

La révision des prix est effectuée au mois de janvier de chaque nouvelle année avec :

I_{0-6} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

I_{n-6} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 6 mois.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG-FCS sont seules applicables.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention

Sans objet.

4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

Sans objet.

4-3.3. Pénalité pour indisponibilité

Sans objet.

4-3.4. Pénalité pour non remise en état des lieux

Sans objet.

4-3.5. Retenue pour non remise de documentation

En cas de retard dans la remise de la documentation visée à l'article 7-3.9 ci-dessous, le titulaire subit une retenue forfaitaire de 500 €.

4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

4-3.8. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.9. Autres pénalités diverses

Sans objet.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

4-5. Interventions urgentes

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, En application de l'article R. 2191-17 du CCP, lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande prévoit un montant minimum supérieur à 50 000 € HT et sa durée d'exécution supérieure à deux mois, une avance est accordée au titulaire en une seule fois sur la base de ce montant minimum.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % si sa durée exprimée en mois est inférieure ou égale à 12 mois, ou si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Période de préparation

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

7-2. Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

Sans objet.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B - Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Sans objet.

7-3.5. Maintien des communications

Sans objet.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-3.7. Mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Sans objet.

7-3.9. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigés en **langue française** nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

7-3.10. Revendications des tiers

Sans objet.

7-4. Conditions d'intervention

Sans objet.

7-5. Formation

Sans objet.

7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

Sans objet.

8-2. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garanties particulières

Sans objet.

8-3.4. Garantie des vices cachés

En complément de l'article 33 du CCAG-FCS, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de

l'article 41.1 h) du CCAG-FCS

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG-FCS, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39-2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

Les spécifications relatives à l'identification des produits de marquage qu'il achète ou qu'il entend disposer, ne peuvent se référer qu'aux seuls produits certifiés NF 058 et pour les seules caractéristiques définies par la norme européenne NF EN 1436.

Les normes particulières en vigueur sont les suivantes:

NF P 98-609 Signalisation routière horizontale - Marquages appliqués sur chaussées - Dénominations

NF EN 1423 Signalisation routière horizontale - Microbilles de verre, granulats antidérapants et mélange de ces deux composants

NF EN 1424 Signalisation routière horizontale - Microbilles de verre de pré-mélangées

NF EN 1436 ou NF EN 1436 +A1 Signalisation routière horizontale - Produits de marquage routier - Performances des marquages appliqués sur la route

NF EN 1824 Signalisation routière horizontale - Produits de marquage routier Essais routiers

NF EN 1871 Signalisation routière horizontale - Produits de marquage routier propriétés physiques

Les produits proposés devront être conformes aux dispositions de l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la certification de conformité des produits de marquage de chaussées et répondre aux prescriptions suivantes :

Désignation	Caractéristiques minimales NF2, avec un temps de séchage, à température ambiante de 25 à 40° et une hygrométrie comprise entre 75
-------------	---

	et 95 %, inférieur à 10 minutes pour les peintures et 20 minutes pour les enduits
Peinture permanente à l'eau, de couleur blanche ou jaune, type 1RH *	Durée de vie fonctionnelle = P4 minimum Visibilité de jour = Q2 minimum Visibilité de nuit RL = classe R3 minimum Glissante SRT = classe S1
Micro-billes de verre saupoudrées sur peinture proposée	Granulométrie : entre 125 et 630 micromètres Indice de réfraction : classe A ($\geq 1,5$) Pourcentage de défauts : 20 % maximum en nombre Sphéricité (norme EN1423) 80 % minimum (diamètre $\leq 1\text{mm}$)
Enduit à froid blanc avec durcisseur, type 2RH	Durée de vie fonctionnelle = P5 minimum Visibilité de jour = Q2 minimum Visibilité de nuit RL = classe R3 minimum Glissante SRT = classe S2
Peinture temporaire à l'eau, de couleur jaune, type TE	Durée de vie fonctionnelle = T1 minimum Visibilité de jour = Q1 minimum Visibilité de nuit RL = classe R4 minimum Glissante SRT = classe S1

** La peinture permanente à l'eau, de couleur blanche ou jaune, type 1RH doit être considérée comme un optimum à atteindre si possible. En effet la qualité 1RH en jaune n'est pas certifiée. A défaut le candidat peut proposer simplement du 1H, et pourra être retenu en tant que tel. Il ne sera pas tenu compte de cette différence de qualité de prestation pour l'analyse des offres. Le RH1 constitue simplement une préférence du donneur d'ordre.*

Les conditions de mise en œuvre et le temps de séchage devront être compatibles avec les matériels actuellement utilisés au sein du Parc de la DEAL :

- 2 machines à peindre airless de marque Prosign, de type P420, modèle 2014, mise en service en 2016
- 1 machine de marque Graco de type Linelaser IV, mise en service en janvier 2008. A cet effet, et pour les produits non encore testés par nos services, il sera fourni à titre d'échantillon un pot de peinture blanche (25 kg) pour essais.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG-FCS :

CCATP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCATP 1-4.3 alinéa 4	déroge à l'article	27.3 du CCAG-FCS
CCATP 2	déroge aux articles	4.1 et 4.2.1 du CCAG-FCS
CCATP 3-3	Déroge à l'article	14.1.2 du CCAG-FCS
CCATP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG-FCS